

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. Le député n'a pas matière à invoquer le Règlement.

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de déposer une pétition signée par des résidents de la circonscription de Hull-Aylmer, le comité exécutif du Cercle des fermières du Québec qui demande au gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt au titre des enfants.

J'ai également le plaisir et le devoir de présenter des pétitions de la circonscription de Manicouagan, de la circonscription fédérale de Brome-Missisquoi.

Même pétition, monsieur le Président, de la circonscription de Charlevoix à Québec; indexation; pétition de Chambly au Québec nous priant d'établir la pleine indexation; de la circonscription fédérale de Saint-Hyacinthe-Bagot au Québec; de la circonscription fédérale de Jonquière au Québec; de la circonscription fédérale de Langelier au Québec. Et également de la circonscription fédérale de Drummond, de la circonscription—ce qui me fait bien plaisir—fédérale de Saint-Michel-Ahuntsic, comme on le sait, c'est celle de notre collègue qui est malade et nous lui souhaitons un Joyeux Noël, une Bonne et Heureuse Année et un prompt rétablissement . . .

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. Puis-je prier le député de terminer aussi rapidement que possible?

[Français]

M. Gauthier: . . . de la circonscription fédérale de Trois-Rivières au Québec, de la circonscription fédérale de Saint-Maurice au Québec, de la circonscription fédérale de LaSalle au Québec et de la circonscription fédérale de Champlain au Québec, de la circonscription fédérale de . . .

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. Puis-je signaler au député qu'il obtiendra le même effet en déposant le reste de ses pétitions?

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai à présenter plusieurs pétitions portant sur le même sujet. Elles sont signées par plusieurs citoyens de Saint-Jean de Terre-Neuve, par 216 citoyens de Windsor, membres de la section 244 des Travailleurs unis de l'automobile, et par plusieurs personnes de Hamilton. Ces pétitionnaires prient le gouvernement de revenir sur sa décision de considérer le revenu de pensions comme un salaire aux fins de l'assurance-chômage et cela, à compter du 1^{er} janvier 1986.

L'UTILISATION DU POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE BAY

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai à présenter une autre pétition portant sur un autre sujet et signée par des Canadiens de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et du Québec. Les pétitionnaires protestent contre l'utilisation du polygone d'essais maritimes

Pétitions

des Forces armées canadiennes, à Nanoose Bay, en Colombie-Britannique. Ils estiment que celui-ci contribue à la course aux armes nucléaires et au militarisme en général et prient le gouvernement de mettre fin à tout essai d'armes audiot polygone et d'utiliser plutôt celui-ci à des fins pacifiques.

[Français]

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): J'ai l'honneur, monsieur le Président, et même le devoir et surtout le devoir, de présenter de la part de commettants de Vancouver Quadra une pétition qui réclame que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt au titre des enfants.

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, dans la circonscription de Saint-Jacques que je représente, il y a aussi des gens qui s'inquiètent de ce que les programmes gouvernementaux sur les allocations familiales et le crédit d'impôt-enfant soient diminués. Et, à ces fins, ils demandent que le gouvernement rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt au titre des enfants.

Dans le but de me conformer à vos directives d'être bref, monsieur le Président, j'énumérerai tout simplement, sans en livrer le contenu, vu qu'elles se rapportent toutes au même sujet, les endroits d'où viennent d'autres pétitions. J'en ai une de Hamilton-Wentworth, en Ontario; une sur le même sujet de la ville de Belleville, en Ontario; une de la localité de Pointe-aux-Roches, en Ontario, sur le même sujet de l'indexation des allocations familiales; j'en ai une de la circonscription fédérale de Glengarry-Prescott-Russell, en Ontario. J'en ai une provenant de résidents de la ville de Toronto. J'en ai une autre de la circonscription fédérale de Saint-Maurice, au Québec. J'en ai une de la circonscription de Brome-Missisquoi.

M. le Président: Je demanderais à l'honorable député de conclure aussi brièvement que possible, s'il vous plaît.

M. Guilbault (Saint-Jacques): J'en ai une de la belle circonscription fédérale de Frontenac, au Québec, une de la circonscription de Berthier-Maskinongé-Lanaudière, au Québec; une de la circonscription fédérale de Saint-Jean, au Québec; une de la circonscription fédérale de Richelieu; une de la circonscription fédérale de Shefford . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Puis-je demander à l'honorable député de déposer le reste des pétitions qui sont sur le même sujet?

M. Carlo Rossi (Bourassa): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter des pétitions, et vous m'excuserez, monsieur le Président, si on s'attarde de ce côté de la Chambre, c'est parce que de l'autre côté ils n'ont pas de pétitions, le gouvernement, et la députée de Brome-Missisquoi (M^{me} Bertrand) semble . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!